

01

Économie

La France en crise dès 2008

Les promesses

« Ma stratégie économique, c'est de libérer les forces de travail en France pour créer ce point de croissance qui nous permettra de résoudre les questions de déficit. »

(« À vous de Juger », 8 mars 2007)

« J'ai voulu dès le début de l'été faire voter le paquet fiscal pour créer un choc de confiance. »

(30 août 2007)

Les mesures

► Tout a commencé, dès juillet 2007, avec le **« paquet fiscal » et ses dix milliards d'euros de dépenses inutiles**. N. Sarkozy a gaspillé ses marges de manœuvre budgétaires et renoncé à utiliser l'outil budgétaire pour préparer l'avenir.

► **La défiscalisation des heures supplémentaires ne crée pas un seul emploi**, n'entraîne aucune hausse du pouvoir d'achat, mais coûte plus de quatre milliards au budget de l'État. Pire, elle a subventionné le chômage et détruit 70 000 emplois selon l'OFCE.

► **Il a cassé la confiance**. Dès janvier 2008, une majorité de Français ne fait plus confiance à N. Sarkozy (voir par exemple le sondage CSA/Le Parisien du 6 janvier 2008). C'est aussi cela le choc de la défiance. Face à un président qui s'agite, la confiance s'envole, la consommation s'étiole, l'investissement se réduit.

Les conséquences

En France, la crise économique a commencé avant la crise mondiale.

C'est le « choc de défiance » lié aux premières mesures de N. Sarkozy.

- ▶ Alors que la crise financière mondiale produit ses effets sur l'économie réelle à partir de l'automne 2008, le PIB de la France régresse de 0,3 % dès avril-juin 2008.
- ▶ La consommation est en recul dès janvier-mars 2008 (-0,1 %).
- ▶ L'emploi salarié diminue dès avril-juin 2008 (-0,2 %, soit 35 000 emplois détruits).
- ▶ Quant à l'emploi industriel, il diminue continûment de juin 2007 à juin 2008 avec une baisse totale de 1,3 %, 60 500 emplois détruits. La désindustrialisation est bien là.
- ▶ Dès 2008, le déficit du commerce extérieur bat des records (plus de 50 milliards par an), alors que l'Allemagne, qui dispose pourtant de la même monnaie, engrange un excédent de près de 180 milliards.

Industrie : le déclin s'accélère

Les promesses

« Contre les délocalisations, je mettrai en œuvre une politique industrielle, en choisissant les secteurs stratégiques sur lesquels concentrer nos efforts. Notre pays doit garder des usines. [...] Je ne veux pas d'une France sans usine. Si les usines partaient, le reste partirait aussi. »

(Discours de Corneilles-en-Parisis, 6 mars 2007)

« L'État est prêt à tout faire pour sauver l'industrie automobile qui emploie 10 % de la population active française. »

(Discours de Douai, 4 décembre 2008)

Les mesures

► **Un saupoudrage et des aides sans aucune contrepartie**, une absence de vision stratégique.

Les moyens sont dispersés. Les dispositifs sont globalement mal ciblés et non coordonnés, sans perspective de long terme :

- Les aides au secteur automobile accordées pendant la crise n'ont concerné principalement **que les grands constructeurs** (six milliards d'euros de prêts).

- **Le Fonds stratégique d'Investissement (FSI) est insuffisamment doté** et son fonctionnement reste opaque.

- **Les États généraux n'ont in fine débouché que sur un milliard d'euros supplémentaires** pour les propositions qui en sont issues, bien que certaines mesures intéressantes aient émergé

(« prêts verts » pour dynamiser la croissance durable, guichet unique régional regroupant toutes les aides aux entreprises). Par ailleurs l'Europe est la grande absente des analyses, donc des préconisations gouvernementales, alors qu'elle devient, avec la montée en puissance de la Chine, une dimension essentielle de la réindustrialisation.

- **Le Grand emprunt n'a été au final qu'un « petit » emprunt franco-français** du fait de la dégradation des finances publiques liée à la politique de cadeaux fiscaux. Les 6,5 milliards réservés à l'industrie et aux PME se dispersent entre de nombreux secteurs, alors qu'il aurait fallu cibler les aides. Les collectivités locales, en particulier les régions, pourtant au plus près du terrain, ne sont pas associées à la gouvernance et aux choix des financements. Surtout, cette manne est un enfumage : cet argent, pour l'essentiel, ne peut pas être dépensé. Il est censé être placé et les intérêts de ce placement – soit un peu plus de 3 % – seraient versés, chaque année. Du coup, la somme réellement utilisable chaque année est 30 fois inférieure aux montants annoncés !

- Pour une trop grande part (plus du tiers !), le Crédit impôt recherche est devenu un **outil d'optimisation fiscale pour les grands groupes**.

- **Les pôles de compétitivité sont trop nombreux** (71) et leur fonctionnement est peu transparent.

Les conséquences

► Une désindustrialisation sans précédent

- **L'industrie ne représente plus que 12,4 %¹³ de la valeur ajoutée** contre 23,7 % en Allemagne et 18,5 % en moyenne dans l'UE. Ce chiffre est même inférieur à celui du Royaume-Uni (15,6 %), pays dont on considère généralement qu'il a sacrifié son industrie.

- Conséquence de ce recul, **la balance commerciale atteint un déficit historique** : le déficit commercial atteint 54,17 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2011, niveau déjà supérieur de trois milliards au déficit record de 2010. Sur l'ensemble de l'année 2011, il pourrait être supérieur à 70 milliards d'euros.

- **La perte d'emplois industriels s'est accélérée** sous la présidence Sarkozy. Entre 2007 et 2011, ce sont 400 000 emplois industriels qui ont été détruits.

¹³ - Source : Eurostat pour 2009.

- Les dépenses de R&D sont faibles, la France prend du retard sur les technologies de demain. L'investissement en recherche et développement représente 2,2 %¹⁴ du PIB contre 2,8 % en Allemagne, 3,5 % au Japon et 2,7 % aux États-Unis. La part de la valeur ajoutée de l'industrie consacrée à la R&D est plus faible que chez nos principaux voisins (6,6 % contre 11,1 % en Suède, 10,9 % en Finlande et 9,9 % en Allemagne).

- Le nombre d'entreprises de taille intermédiaire¹⁵ (ETI) est trop faible. La majorité des entreprises françaises sont de petites entreprises qui grandissent peu. La France ne comptabilise que 4 510¹⁶ ETI contre plus de 162 000 PME et 219 grandes entreprises.

- Annonces de mise au chômage partiel, réduction d'effectifs et fermetures de sites ne cessent de s'accumuler : annonce de 5 000 emplois supprimés chez PSA ; fermeture du dernier haut fourneau de Florange, puis mise au chômage partiel sur le site de Fos-Sur-Mer chez ArcelorMittal ; fermeture de la papèterie d'Alizay appartenant au groupe M-Real (330 salariés) ; mobilisation des salariés contre la fermeture de l'usine de thé Fralib – groupe Unilever - à Gémenos (182 salariés) ; occupation de l'usine de Veninov à Vénissieux par les 80 salariés licenciés au 1^{er} août ; arrêt sur quelques jours des usines Renault de Douai, Sandouville et Flins ; engagement d'une procédure de licenciement par Ethicon pour l'usine d'Auneau (350 salariés) ; 127 emplois supprimés dans l'usine d'aluminium Constellium sur le site d'Ham ; projet de fermeture de l'usine du groupe Honeywell à Condé-Sur-Noireau (325 salariés) ; fermeture de l'usine de cosmétique Beauté recherche et production à Bernay (153 salariés).

14 - Source : Eurostat

15 - Ces entreprises comptent entre 250 et 4999 salariés.

16 - Source : Insee Première n°1321, novembre 2010.

PIB : une France qui fait moins bien que ses partenaires

Les promesses

« On aura le plein-emploi, je m'y engage. On arrivera à 5 % de chômage, comme les autres l'ont fait. »

(16 avril 2007 sur TF1)

« Nous voulons surmonter la crise, pas la subir. »

(Discours de Douai, 4 décembre 2008)

Les mesures

► **La stratégie du gouvernement face à la crise a surtout consisté en l'octroi d'aides aux grands groupes** sans aucune contrepartie (FSI, FMEA, établissements bancaires et financiers).

► **Le plan de relance du gouvernement est arrivé trop tardivement**, l'activité a donné des signes de faiblesse dès le deuxième trimestre 2008. Ce plan était également unijambiste, centré sur le soutien à l'investissement sans aucune mesure pour la relance de la consommation, alors que cette dernière, principal moteur de l'économie, était en recul dès le deuxième trimestre 2008.

► Sur les 39 milliards annoncés : quatre milliards émanent d'entreprises publiques (EDF, GDF Suez, RATP, SNCF, La Poste) ; 11,5 milliards d'euros sont des dettes de l'État auprès des entreprises, qui ont enfin été honorées ; six milliards d'aide pour Renault et PSA sans aucune contrepartie.

► 14,4 milliards d'euros pour l'investissement public qui concernent des projets d'investissements pour la plupart déjà annoncés (Canal Seine Nord, quatre lignes de TGV sur la période 2010-2014) et des avances de sommes que l'État doit aux collectivités locales (qui effectuent près de 74 % de l'investissement public total). La majorité des crédits annoncés correspond à un simple rattrapage par rapport aux dotations insuffisantes inscrites dans la loi de finances pour 2009 (notamment dans la recherche, l'enseignement supérieur, l'emploi, le logement).

► La modification des barèmes de bonus-malus et la prime à la casse n'ont permis qu'un redressement apparent des ventes de voitures, profitant surtout aux véhicules d'entrée de gamme, les moins sûrs et le plus souvent produits dans les pays à bas coût de main-d'œuvre.

► **Les banques ont bénéficié au total de 360 milliards d'euros d'aide**, sous forme de garanties financières et de recapitalisation, mais sans aucune contrepartie en termes de régulation du secteur, d'encadrement des rémunérations et des bonus, de politique du crédit.

► Pour faire face aux déficits, **le gouvernement multiplie les plans d'austérité qui n'ont d'autre effet que de casser la croissance.**

Les conséquences

► **La récession que notre pays a connue en 2009 est la plus grave depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (-2,7 %).**

► **Le chômage a explosé** en France, passant de 7,6 % au premier trimestre 2008 à 10 % en plein cœur de la crise (quatrième trimestre 2009) a stagné ensuite (9,6 %) pour finalement remonter. Le recul de l'emploi est historique. Presque un demi-million d'emplois perdus depuis début 2008. L'emploi industriel a connu un repli sans précédent et continue de reculer aujourd'hui. Le taux de chômage est au plus haut depuis 1999 (2,6 millions de chômeurs, 9,7 % de la population active). Les exonérations sur les heures supplémentaires sont destructrices d'emplois en période de crise.

► La situation de l'emploi s'est nettement moins dégradée en Allemagne où le taux de chômage n'a augmenté que de 0,3 point (de 7,6 % à 7,9 %) et diminue fortement depuis la fin de la crise (-1,5 point). Au total, le taux de chômage a reculé dans huit États membres de l'Union européenne et la France se situe parmi les pays où ce taux reste le plus élevé.

► **Dès 2008, la dégradation du déficit budgétaire de la France est supérieure à celle de nos principaux partenaires.** Le déficit public atteint 7,5 % du PIB en 2009 et 7 % en 2010 contre 6,3 % puis 6 % en moyenne dans la zone euro (3 % puis 3,3 % en Allemagne, 5,9 % et 4,1 % en Belgique, 5,4 % et 4,6 % en Italie, 2,6 % et 2,5 % en Finlande...).

Le pouvoir d'achat en baisse

Les promesses

« Je veux être le président du pouvoir d'achat. Pour cela, je permettrai d'abord à ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus de le faire, dans le secteur privé comme dans le secteur public. »

(Programme présidentiel de 2007)

« En 2008, la politique de civilisation s'exprimera dans notre capacité à mieux partager les rentes et les profits, à partager plus équitablement les résultats des efforts de tous. »

(8 janvier 2008, Élysée)

Les mesures

► **La loi TEPA** : exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires.

► **Aucun coup de pouce n'a été accordé au Smic** sur la mandature et les salaires sont gelés dans la fonction publique en 2011 et 2012.

► **Le bouclier fiscal** : l'une des mesures phares du quinquennat de M. Sarkozy, le bouclier fiscal pèsera sur les finances publiques jusqu'en 2013. Même la droite l'a supprimé en contrepartie d'une suppression de la première tranche de l'ISF et d'un relèvement des seuils, ce qui correspond à un nouveau cadeau fiscal de 1,8 milliard d'euros. Il n'a absolument pas permis d'améliorer le pouvoir d'achat des Français, ne profitant qu'aux plus aisés. En 2010, 14 443 bénéficiaires ont touché un chèque de 40 900 euros, pour un montant total de 591 millions d'euros.

► **Plus de 20 nouvelles taxes** : franchises médicales, taxe sur les ordinateurs, sur les poissons, hausse de la redevance, taxe sur les accidentés du travail...

► La Loi de modernisation de l'économie n'a été qu'un **vaste cadeau à la grande distribution** sans aucun effet positif sur les prix.

► Dernière en date, la prime de 1 000 euros qui n'a plus rien à voir avec les premières annonces du gouvernement. Le montant de la

prime sera fixé par négociation au sein des entreprises de plus de 50 salariés qui augmentent leurs dividendes (ce qui exclut Total par exemple en 2011) et les 1 200 euros deviennent un plafond au-dessus duquel les entreprises ne bénéficieront plus d'exonération de cotisations patronales. Quatre millions de salariés au maximum seront concernés, soit moins d'un salarié sur quatre.

► Enfin, **les plans d'austérité successifs pèsent principalement sur les ménages moyens et modestes** car le gouvernement n'a pas le courage de s'attaquer aux cadeaux fiscaux aux plus aisés : augmentation de la TVA à taux réduit, taxe sur les sodas, gel du barème de l'impôt sur le revenu, taxe sur les mutuelles, nouvelle règle d'indexation des prestations sociales...

Les conséquences

► **Une dégradation du pouvoir d'achat liée à la hausse des prix, à la stagnation des salaires, à l'explosion du chômage et aux mesures d'austérité**

- **Le pouvoir d'achat des ménages mesuré par les indices officiels a reculé** en 2008 (-0,4 %¹⁷) et a connu une évolution très modérée en 2009 (+0,8 %), avant de stagner en 2010 (+0,1 %). En réalité, comme l'ont montré les associations de consommateurs, le coût de la vie pour les ménages a fortement augmenté, sous le coup de la hausse des dépenses contraintes, des prix alimentaires et de nombreuses taxes augmentées ou créées par le gouvernement (au moins 30).

- **Les prix des biens et services essentiels n'ont cessé d'augmenter :**

- les loyers à la relocation ont augmenté de 5,6 % en 2010 et leur hausse a toujours été comprise entre 6 et 7 % par an depuis 2002 ;
- les prix des produits de première nécessité vont fortement augmenter : entre 5 et 20 % en fonction des produits. Les conséquences de la Loi de modernisation de l'économie de la droite sont claires : le renforcement de la position de la grande distribution qui ne cesse d'augmenter les prix, même quand les cours des matières premières étaient orientés à la baisse ;
- les prix de l'énergie ont explosé : +25 % pour le gaz depuis avril 2010 et +10 % pour les tarifs de l'électricité en un an ! À chaque fois, le gouvernement accorde toutes les hausses demandées par les entreprises du secteur énergétique ! C'est donc un choix politique.

- **70 000 emplois ont été détruits selon l'OFCE** par les exonérations sur les heures supplémentaires et le nombre de salariés effectuant des heures supplémentaires n'a pas augmenté.

17 - Pour le pouvoir du revenu disponible brut par unité de consommation, source : INSEE.

La réforme enterrée du capitalisme financier

Les promesses

« L'Europe doit protéger et pour cela elle doit contribuer à la moralisation du capitalisme financier. Si je suis élu, je proposerai que la moralisation du capitalisme financier soit l'un des principaux objectifs de la zone euro. Le capitalisme c'est la création de richesse pas la spéculation. »

(Discours de Corneilles-en-Parisis, 6 mars 2007)

« Si l'on veut reconstruire un système financier viable, la moralisation du capitalisme financier demeure la priorité. »

(Discours de Toulon, 25 septembre 2008)

« Il y a aujourd'hui dans le monde une exigence de moralisation, de transparence, de protection, d'équité, de régulation à laquelle il faut que les responsables politiques de la planète répondent. C'est notre responsabilité. Nous devons l'assumer, maintenant, pas dans six mois. »

(28 octobre 2008, Argonay)

Les mesures

► **360 milliards d'euros mobilisés sous forme de prêt pour le sauvetage des banques, sans contrepartie réelle** – notamment, pas de participation aux conseils d'administration des banques recapitalisées, impuissance de l'État à empêcher l'assèchement du crédit en particulier en direction des PME, etc. Incroyable cadeau de 12 milliards d'euros aux banques qui ont pu racheter à l'État leurs actions à des cours planchers.

► N. Sarkozy s'est beaucoup félicité des résultats du G20. Mais quand on regarde le détail, le seul résultat concret, ce sont les crédits supplémentaires pour le FMI (1100 milliards d'euros). **La réforme du système financier est suspendue à de nouvelles négociations** que de nombreux pays ne souhaitent pas voir aboutir et les discussions n'avancent plus.

► Le gouvernement a publié un décret le 30 mars 2009 décidant de l'encadrement des rémunérations pour les dirigeants des entreprises ayant reçu une aide de l'État pendant la crise.

Cependant, les mesures du décret ne concernent que quelques rares dirigeants dans quelques rares entreprises. Il ne s'attaque qu'à quelques rémunérations exceptionnelles, les stock-options et les bonus, et non à l'ensemble des rémunérations, et il ne le fait que temporairement, pour les deux années qui viennent. Il ne s'agit au fond que d'un décret alibi qui ne s'attaque en rien aux racines du mal. Les propositions de loi de l'opposition de gauche allant en ce sens ont été rejetées par la majorité. Par ailleurs, **la règle édictée par M. Sarkozy a été très tôt transgressée** : dès 2009, la banque Dexia – sauvée par les États français et belge quelques mois plus tôt – versait huit millions d'euros à ses dirigeants et managers.

► Quant à l'annonce en décembre 2009 de l'instauration d'une taxation sur les bonus versés aux traders, elle sera compensée par une baisse d'un montant équivalent du prélèvement déjà annoncé pour financer le relèvement du plafond de garantie des dépôts. **La taxation des bonus ne pénalisera finalement donc ni les traders – car ce ne sont pas eux qui paieront la taxe – ni les banques** puisqu'elles vont voir cette taxation se substituer à une autre déjà prévue.

► Le gouvernement s'est contenté de créer un médiateur du crédit et aucune restructuration du secteur bancaire n'a été entreprise en France ou en Europe.

► **Concernant les paradis fiscaux, les avancées sont très lentes** alors que le G20 de Londres d'avril 2009 avait fait de leur éradication l'une de ses priorités. La série des listes à géométrie variable de paradis fiscaux continue. Après les listes de l'OCDE, du GAFI et du Forum de stabilité financière, le G20 fait référence à une nouvelle liste, en l'occurrence celle du Forum fiscal mondial. Onze territoires sont cette fois-ci montrés du doigt. Ces listes n'ont de sens que si des sanctions fortes sont prises tant à l'encontre de ces territoires et surtout de leurs utilisateurs, notamment les entreprises. Après trois ans de lutte contre les paradis fiscaux, le G20 n'a malheureusement toujours pas le courage d'imposer la transparence. La présidence française du G20 n'a apporté aucune avancée significative.

Les conséquences

► Le taux de distribution des dividendes des entreprises du CAC40 sera de près de 46 % en 2011 : presque 40 milliards d'euros, soit une progression de 13 %. **Les dividendes se sont maintenus malgré la crise.** Conséquence : ce taux de distribution a grimpé à un record de 62 % en 2009.

► **Les banques françaises ont versé près de deux milliards d'euros de bonus à leurs traders en 2010.** Depuis le 1^{er} janvier, un nouveau dispositif législatif oblige les banques à publier le montant des rémunérations versées à leurs collaborateurs. Au Crédit agricole et à la BNP Paribas, ces chiffres sont similaires à ceux versés en 2009, soit respectivement un bonus moyen de 150 000 euros et 291 000 euros par collaborateur. La Société générale a versé un bonus moyen de 198 000 euros, soit 34 000 euros de moins que l'année précédente. Chez Natixis, les primes sont en nette hausse, puisqu'elles s'élèvent en moyenne à 187 000 euros en 2010, contre 142 000 euros en 2009.

► **Les attaques spéculatives contre les dettes souveraines se poursuivent,** les entreprises font toujours face à des difficultés d'accès au crédit. La France est aujourd'hui menacée de perdre son triple A et l'Allemagne n'est plus non plus à l'abri des attaques, malgré la qualité de ses émissions, jugées comme les plus sûres par rapport aux autres pays occidentaux. Les banques sont de nouveau face à un risque de crise de liquidités et l'intervention des États ne peut plus être écartée, signe que la politique menée jusqu'à présent a été un véritable échec.

Dettes et déficits : une dérive historique des comptes publics

Les promesses

« La maîtrise de nos finances publiques est un impératif moral autant que financier. Les jeunes générations ne peuvent accepter que les générations actuelles vivent à leur crédit. Mais je veux aussi vous dire que la dette est la conséquence de l'échec de nos politiques antérieures. C'est pourquoi mon projet concilie trois objectifs : engager les réformes dont notre pays a besoin, baisser les impôts, réduire la dette et le déficit. »

(Projet présidentiel de M. Sarkozy pour 2007)

« Je m'engage à ramener la dette en dessous des 60 % du PIB d'ici 2012. »

(Le Parisien, 23 mars 2007)

Les mesures

Les principales mesures prises par la droite sont à l'origine de la dégradation des comptes publics (selon le rapport annexé au PLF 2010, moins de la moitié seulement du déficit public en 2009 s'explique par les effets de la crise et les mesures de relance, et seulement un tiers en 2010).

Ce sont plus de 75 milliards d'euros qui ont été dilapidés en cinq ans sans aucun effet positif sur l'économie française et qui ont été financés en totalité par la dette :

► **des réductions d'impôts aussi inefficaces que coûteuses :**

- Le paquet fiscal coûte en moyenne 10 milliards d'euros par an si on prend en compte la réforme de l'ISF et du bouclier fiscal en 2011 :

- Exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires : 4,1 milliards d'euros ;
- Exonérations sur les droits de successions et donations : 2 milliards d'euros ;
- Bouclier fiscal : 800 millions d'euros ;

- Crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt immobilier : 1,5 milliard ;
- Prélèvement forfaitaire libératoire sur les dividendes : 0,2 milliard.
- Réforme de l'ISF : 1,8 milliard d'euros

Pendant quatre ans et demi : **45 milliards d'euros**

- La suppression de la TVA dans la restauration coûte en moyenne 3 milliards d'euros par, ce qui fait **9 milliards** en trois ans.

- La suppression de la taxe professionnelle a coûté 12 milliards d'euros la première année, puis six et trois : soit un total de **21 milliards d'euros**.

► **une multiplication des niches fiscales** : les niches fiscales se sont multipliées depuis 2002 pour atteindre 70,7 milliards d'euros en 2009 (+7,3 % en 2009 hors mesures de relance). En 2010, 468 niches ont coûté 74,88 milliards d'euros. Enfin, le rapport de la Cour des comptes pointe l'absence de certaines niches fiscales en annexe des projets de loi de finances depuis 2006. Ces dépenses fiscales atteignaient 80 milliards d'euros en 2008. Selon le rapport de juin 2011 de la Cour des comptes, si ces dispositifs avaient été maintenus dans la liste des dépenses fiscales, le coût total des niches pour 2008 aurait été de 146 milliards d'euros !

► **Des plans d'austérité au détriment des ménages et qui pénalisent la croissance, donc les recettes** : hausse du taux de la TVA à taux réduit de 5,5 % à 7 %, sauf pour l'alimentation, l'énergie et les services aux handicapés, gel du barème de l'impôt sur le revenu, en 2012 et 2013, au niveau de 2011, nouvelles mesures d'indexation des prestations sociales qui pénalisent les Français, remboursements...

Les conséquences

- ▶ Depuis 2007 et l'élection de M. Sarkozy, **le déficit public explose**, passant de 2,7 % à 7,1 % du PIB en 2010 après 7,5 % en 2009. Rien qu'en un an, il a augmenté de plus de quatre points !
- ▶ **La dette publique est passée de 64,2 % du PIB en 2007 à 82,6 %** au deuxième trimestre 2011.
- ▶ **Le déficit structurel ne cesse d'augmenter** depuis 2007 pour atteindre 5 % du PIB en 2010 (les deux tiers du déficit), ce qui est supérieur de trois points à celui de l'Allemagne et d'un point en moyenne à celui des autres pays de la zone euro.
- ▶ Il s'agit de déficits et d'endettements passifs et subis qui ne correspondent **à aucune dynamique économique, à aucune relance, à aucun volontarisme**, en dépit des gesticulations du pouvoir. L'ampleur de la crise en 2009 et la faiblesse de la reprise en témoignent. Par ailleurs, la France était déjà en crise début 2008.

Une hausse massive du chômage

La promesse

« Depuis 25 ans, on vous dit que le plein emploi est impossible et que le chômage est une fatalité. Rien n'est plus faux. Je veux d'abord vous convaincre que partager le travail n'a jamais été une solution contre le chômage. Les 35 heures ont-elles permis de créer des emplois? Nullement. Avec elles, vous avez plus de temps pour vous, mais vos salaires sont gelés. Vous avez moins de pouvoir d'achat, vous consommez moins. C'est toute l'économie qui s'est artificiellement réduite. Plutôt que de consacrer tant d'argent à payer les Français pour qu'ils travaillent moins, nous devons tout faire pour être plus nombreux à travailler, car l'activité des uns crée le travail des autres. »

(Projet présidentiel de M. Sarkozy pour 2007)

Les mesures

- ▶ **Remise en cause des 35 heures** qui avaient pourtant créé 350 000 emplois par la détaxation des heures supplémentaires, l'assouplissement du forfait jour et la déréglementation sur le travail le dimanche ;
- ▶ **Réduction du nombre de contrats aidés** en pleine crise ;
- ▶ **Suppression de 100 000 fonctionnaires** par la RGPP ;
- ▶ **Absence de véritable plan de relance** capable de soutenir la consommation ;
- ▶ **Pas de mise en place de dispositifs de sauvegarde de l'emploi** interdisant aux entreprises bénéficiaires de mettre au chômage des centaines de salariés. Ces licenciements, pratiqués par des entreprises comme Molex ou Caterpillar, auraient dû être interdits et condamnés avec force. Le gouvernement est resté passif.
- ▶ **Absence de moyens alloués à Pôle emploi** en pleine fusion et dans un contexte d'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi.

Les conséquences

Les politiques de droite ont contribué à l'explosion d'un chômage de masse.

► **Le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité (catégorie A) ne cesse d'augmenter** : il s'établit à 2 814 900 en France métropolitaine fin octobre 2011. Ce nombre est en hausse par rapport à la fin septembre 2011 (+1,2 %, soit +34 400). Sur un an, il augmente de 4,9 % soit + 130 700 en un an ! Au total, le nombre des inscrits en catégories ABC — c'est-à-dire l'ensemble des demandeurs d'emploi « tenus d'accomplir des actes positifs de recherche » a explosé pour s'élever aujourd'hui à 4 193 000. Un chiffre en augmentation de 0,4 % (+17 200) sur le seul mois d'octobre. Sur un an, il est en hausse de 5,2 %, soit +207 000 ! Depuis que M. Sarkozy est au pouvoir, le nombre de ces demandeurs d'emploi (A,B,C) a augmenté de 961 500 ! Depuis le début de l'année 2011 : on dénombre une augmentation de + 92 400 demandeurs d'emploi pour la catégorie A et + 147 500 pour les catégories A,B,C.

Un taux de chômage élevé et qui ne recule plus : le taux de chômage se stabilise à plus de 9 % (aujourd'hui 9,6 %) alors qu'il était à 7,5 % avant la crise. Il faut revenir à début 1999 pour retrouver un tel niveau !

Une inquiétude forte pour les seniors et pour les jeunes : malgré les injonctions répétées du gouvernement appelant à travailler plus longtemps, les seniors restent massivement exclus du marché du travail. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, de 50 ans et plus, est de 585 800 et s'accroît en un an de 15,5 %, soit +78 700 (ce nombre est de 847 100, soit une augmentation de 112 300 pour la catégorie A,B,C, soit +15,3 %). Pour le seul mois d'octobre, cette augmentation pour la catégorie A est de 13 500, soit +2,4 % (pour les catégories A,B,C, l'augmentation sur un mois est de 11 600, soit +1,4 %). Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans de la catégorie A est de 440 300, en hausse de 0,6 %, en octobre (+1,2 % sur un an), soit une augmentation de 2 500 sur un mois (et une hausse de 5 100 sur un an). Pour les A,B,C, ce nombre est porté à 626 500, en hausse sur un an de 1,2 % soit +7 200 ; et en hausse sur un mois de 1 500, soit +0,2 %.

► **De nombreux demandeurs d'emplois s'enfoncent dans le chômage de longue durée**

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus augmente de

6,9 % sur un an. En un an (octobre 2010 à octobre 2011), il y a une augmentation de 16,9 % des chômeurs de plus de deux ans et de moins de trois ans, et une augmentation de plus de 21,5 % des chômeurs de plus de trois ans. C'est la catégorie la plus problématique. Avant, nous assistions à des cycles : un ou deux ans avec des taux de chômeurs de longue durée élevés, puis ça repartait dans l'autre sens. Là, cela fait trois, quatre, voire cinq ans que ce taux est élevé. Cela signifie qu'il y a des personnes qui vieillissent au chômage, et c'est une catastrophe.

► **La droite a réussi l'exploit de créer du chômage de masse tout en précarisant le travail**

Les chiffres des catégories B et C — celles des chômeurs qui acceptent des petits contrats, faute de mieux — le prouvent. Ils sont 1 378 100. La catégorie B (activité inférieure à 78h par mois) augmente de 4,3 % sur un an (octobre 2010 à octobre 2011) et le nombre de ceux de catégorie C (supérieure à 78h par mois) est en augmentation de 7 % sur un an.

► **Le gouvernement a subventionné l'effondrement économique de notre pays !**

Le gouvernement Sarkozy-Fillon continue de soutenir, au mépris de toute logique, la multiplication des heures supplémentaires effectuées par les salariés. Les derniers chiffres publiés par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Accos) sont édifiants : 186 millions d'heures ont été déclarées aux Urssaf entre avril et juin et le volume des heures supplémentaires a progressé de 5,8 % au seul deuxième trimestre 2011. La mesure a détruit 70 000 emplois selon l'OFCE, selon un mécanisme que décrit précisément la Cour des comptes : *« l'accroissement de la durée du travail incite les entreprises à substituer des heures de travail aux hommes, ce qui a un impact négatif sur l'emploi »*. C'est une mesure très coûteuse pour les finances publiques : plus de quatre milliards d'euros par an (4,1 milliards d'euros en 2010). Depuis quatre ans, ce sont donc quelque 16 milliards d'euros qui ont été inutilement gaspillés par l'État. L'Acoss chiffre à 779 millions d'euros pour le semestre le montant des exonérations que l'État compense à la Sécurité sociale, soit 65 millions d'euros de plus qu'un an avant.

► **En enchaînant les plans d'austérité le gouvernement agit contre l'emploi !**

La droite choisit de réduire les déficits plutôt que le chômage avec une croissance qui va continuer à ralentir dans les prochains mois. L'effet de vases communicants entre plans d'austérité et

aggravation du chômage n'est plus à démontrer. Pour l'OFCE, la politique de réduction des déficits a coûté 1,5 point de croissance à la France depuis 2010. Cela englobe les effets de la rigueur en France, mais surtout de celle mise en place chez nos voisins et principaux partenaires commerciaux. Or elle a été plus sévère chez eux que dans l'Hexagone, avec pour résultat une dégradation de la balance commerciale, de la production et au final de l'emploi.

À ce niveau de chômage, la crise ne peut pas tout expliquer.

► **Si personne ne peut nier l'impact de la crise sur l'emploi, le gouvernement ne peut nier sa responsabilité quant à l'ampleur d'un tel désastre qui aurait pu être évité.** Austérité budgétaire et salariale, mesures clairement en défaveur de l'emploi (comme la détaxation des heures supplémentaires), baisse des crédits de l'emploi en pleine crise, démantèlement du service public de l'emploi et absence de dispositifs de sauvegarde en pleine crise (laissant des entreprises bénéficiaires licencier et dans le même temps augmenter leurs dividendes) ce gouvernement a apporté à de nombreuses reprises la preuve de son incompétence.

► **Les propos de Xavier Bertrand traduisent bien la réalité : le gouvernement a baissé les bras face au chômage et se comporte en spectateur impuissant.** Pour le ministre du Travail, le chômage s'explique par le ralentissement économique : *« ce n'est pas la faute des gouvernants, c'est la crise ! »* La France ne peut pas se permettre cinq années supplémentaires d'une gouvernance qui se contente d'attendre devant l'explosion du chômage comme un spectateur impuissant devant une inondation, en se disant que cela finira bien par baisser. Sans vraie politique de l'emploi, cette situation de hausse inexorable va perdurer.

► **L'emploi aurait du être la priorité numéro un, et occuper le gouvernement matin, midi et soir, plutôt que de stigmatiser les chômeurs.**

L'agriculture sacrifiée

Les promesses

« L'agriculture française est un atout économique majeur. Si nous voulons qu'elle demeure forte et attractive, alors il n'est pas possible [...] d'accepter des baisses de revenus effarantes [...] »
(Interview Midi Libre, octobre 2006)

« L'aide à l'installation est primordiale, de même que les prêts bonifiés. »
(Interview Le Mag Cultures, février 2007)

« Premièrement, il faut que nos agriculteurs puissent vivre des prix de leurs produits, de leur production et de leur travail, par une véritable politique communautaire de stabilisation des marchés. [...] Deuxièmement, il nous faut soutenir une agriculture qui participe au développement durable de notre pays, et assure la qualité sanitaire de nos produits par une véritable politique d'alimentation. [...] Enfin, la France se battra en Europe pour qu'une véritable politique de cohésion territoriale soit mise en œuvre. »
(Discours du président Sarkozy au SPACE, 11 septembre 2007)

Les mesures

► La loi de modernisation agricole, votée en 2010, **accélère la disparition des petites exploitations** en favorisant la concentration ; généralise le principe d'une gestion privée des volumes et des prix, sans aucune régulation publique de l'offre, et dessine via la mise en place d'un fonds national des risques une évolution vers des dispositifs assurantiels privés.

► **La droite a renoncé à toute ambition écologique.** Dans les mots, avec la célèbre déclaration de Nicolas Sarkozy « *l'environnement, ça commence à bien faire* ». Dans les faits, avec la division par deux du crédit d'impôt accordé aux agriculteurs désireux de se convertir au bio dans le cadre du projet de loi de finances pour 2011. Seuls 17 millions d'euros sont prévus pour financer le crédit d'impôt pour l'agriculture bio, soit 11 fois moins que la manne allouée aux exonérations fiscales au profit de la filière des agrocarburants.

- ▶ **La droite a accompagné et aggravé la course aux dérégulations**, en acceptant la fin des quotas laitiers quand M. Sarkozy présidait l'Union européenne en 2008.
- ▶ Le contrat d'objectifs pour 2012-2016 entre l'État, les communes forestières et l'ONF prévoit 600 nouvelles suppressions de postes.
- ▶ La « taxe poisson » mise en place en novembre 2007, à la suite du mouvement de grève des marins-pêcheurs (et de la visite mémorable du président Sarkozy au Guilvinec) sera supprimée à compter du 1er janvier 2012. En cédant aux menaces de Bruxelles et en s'engageant à se faire rembourser les 87 millions d'aides versées aux pêcheurs, le gouvernement fait le choix de l'asphyxie de la filière.
- ▶ Le gouvernement français a accepté et soutenu l'accord européen du 19 décembre 2007 sur la réforme de l'Organisation commune de marché (OCM) vin, qui prévoit la suppression des droits de plantation à compter de 2016.

Les conséquences

- ▶ **La France a perdu sa place historique de première puissance agricole européenne, au profit de l'Allemagne.**
- ▶ **Le nombre d'exploitations en France a chuté de 25 %** en dix ans ; près de 20 000 exploitations ferment chaque année, 16 fermes disparaissent chaque jour, tandis qu'aucune aide à l'installation de jeunes agriculteurs n'a été mise en place.
- ▶ Les petites exploitations (d'une taille moyenne de moins de dix hectares) diminuent fortement (quasi-disparition des petits élevages bovins destinés à la production de lait), alors que le nombre de grandes exploitations concentrées tend à augmenter.
- ▶ **Les revenus de nombreux agriculteurs se sont effondrés**, provoquant de véritables drames humains : - 20 % en 2008, -34 % en 2009.
- ▶ **La population agricole se suicide trois fois plus que la moyenne.**
- ▶ Plus de 56 000 foyers agricoles ont perçu le RSA en 2010.
- ▶ **La forêt publique a été régulièrement bradée** – on l'a vu avec la cession très médiatisée et très contestée d'une parcelle de la forêt de Compiègne, tandis que le régime forestier est remis en cause.
- ▶ Les conditions de travail des agents de l'Office national des forêts (ONF) ne cessent de se dégrader, provoquant une augmentation inquiétante du nombre de suicides (24 décès à déplorer depuis 2005).
- ▶ **La filière pêche souffre d'une crise structurelle** : diminution des ressources halieutiques, chute des revenus, et concurrence acharnée de pays voisins.
- ▶ Avec la fin des droits de plantation, les vignerons vont être exposés à un risque de surproduction entraînant une baisse des prix, une industrialisation excessive du secteur, une dévalorisation des vignobles prestigieux à cause de l'augmentation de la surface de vigne et une baisse de la qualité des vins.